

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Déclaration de S.E. M. Jean ASSELBORN,
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la jeunesse

New York, le 26 juillet 2011

Statement by H.E. Mr. Jean ASSELBORN,
Deputy Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

High-level Meeting of the General Assembly of the United Nations on Youth

New York, July 26th, 2011

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Cette réunion de haut niveau sur la jeunesse vient à point nommé.

Ces dernier mois, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une jeunesse éduquée, souvent diplômée, mais confrontée au chômage, au népotisme et à l'impuissance de ses dirigeants à lui offrir un avenir, s'est mise en mouvement pour réclamer des droits et des libertés, ainsi que des politiques assurant la justice sociale et le partage équitable des richesses.

Sans vouloir comparer ce qui n'est pas comparable, ce qui se passe aujourd'hui au Sud de la Méditerranée et au Moyen-Orient marque une étape tout aussi importante dans l'émancipation de la jeunesse en tant qu'acteur politique et social à part entière que les événements de Mai 68 ont représenté pour les jeunes d'Europe. La communauté internationale doit se montrer à la hauteur de ce tournant historique.

Dans ce contexte, le Luxembourg se félicite du document final de notre réunion. Je remercie les Représentants permanents de l'Autriche et du Bénin pour avoir facilité le consensus sur un texte qui nous encourage à faire plus, pour donner aux jeunes, y compris aux jeunes femmes, les moyens de bâtir un avenir meilleur.

Le Luxembourg salue le fait que notre déclaration finale réaffirme le Programme d'action mondial pour la jeunesse, qui garde toute sa pertinence. Il importe d'en poursuivre la mise en œuvre avec détermination, et ce à tous les niveaux.

Parmi les priorités identifiées dans le document final, permettez-moi d'en relever trois :

1. l'insertion professionnelle des jeunes
2. l'accès des jeunes aux services sociaux de base, dont l'éducation et la santé
3. la promotion et la protection efficaces des droits et des libertés fondamentales des jeunes, y compris dans les situations de conflit

Monsieur le Président,

Au Luxembourg, la politique de la jeunesse est fondée sur la loi-cadre de 2008. Notre politique se veut transversale, englobant tous les champs politiques qui ont un impact sur la vie des jeunes. Elle se veut aussi participative : le « Parlement des Jeunes » permet à la jeunesse de faire entendre sa voix dans notre débat politique national.

Sur base d'une analyse détaillée de la situation de la jeunesse au Luxembourg, un plan d'action national est en voie d'être finalisé. Il se concentrera sur un nombre limité de priorités, les deux premières étant d'accompagner les jeunes dans les transitions entre le monde de l'éducation et le monde du travail, et de soutenir les jeunes familles.

Je tiens également à souligner que notre politique de coopération au développement et d'action humanitaire accorde une grande importance à l'éducation et à la formation professionnelle et technique des jeunes. Avec ses partenaires, que ce soit au Cap Vert, au Sénégal, au Nicaragua, au Vietnam ou dans les Territoires palestiniens occupés, la Coopération luxembourgeoise œuvre pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Nous appuyons aussi des programmes de microfinance facilitant l'accès des jeunes à l'entrepreneuriat.

Enfin, au vu de son engagement pour la consolidation de la paix, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Guinée, le Luxembourg est conscient de l'importance que revêt l'emploi des jeunes afin d'instaurer une paix et une cohésion sociale durables dans les pays qui émergent d'une période de conflit.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

This High-level Meeting on Youth is most timely.

Indeed, in the course of the last months, in the Middle East and in North Africa, educated young people which had often graduated but were faced with unemployment, nepotism and the inability of their leaders to offer them a future, have mobilized to claim rights and liberties, as well as policies that would ensure social justice and equitable sharing of wealth.

I do not want to compare what cannot be compared, but what happens today in the South of the Mediterranean and in the Middle East marks an equally important step in the empowerment of youth as a political and social actor in its own right as May 68 represented for the youth of Europe. The international community must live up to this historic turning point.

In this context, Luxembourg salutes the outcome document of our meeting. I thank the Permanent Representatives of Austria and of Benin for having facilitated the consensus on a declaration, which encourages us to do more in order to provide young people, including young women, with the tools to build a better future.

Luxembourg welcomes the fact that the declaration reaffirms the World Programme of Action for Youth, which remains as relevant as ever. We need to vigorously continue its implementation at all levels.

Allow me to highlight three priorities among those, which have been identified in the document:

1. youth employment
2. the access of youth to basic social services such as education and health
3. the effective promotion and protection of the human rights of young people, including in situations of conflict

Mr. President,

In Luxembourg, the youth policy is based on the framework law of 2008. Our policy is transversal, insofar as it encompasses all political fields, which have a bearing on the lives of young people. Our policy also aims to be participatory: the « Youth Parliament » allows youth to make its voice heard in our national political debate.

On the basis of a detailed analysis of the situation of youth in Luxembourg, a national action plan is about to be finalized. The action plan will focus on a limited number of priorities, the first two being support for young people as they are transitioning from the world of education to the world of work, and support for young families.

I would also like to stress that our policy in the field of development cooperation and humanitarian action attaches great importance to youth education and to technical and vocational training for young people. With its partners, be it in Cape Verde, in Senegal, in Nicaragua, in Vietnam or in the occupied Palestinian Territories, the Luxembourg Development Cooperation works to improve youth employability and youth employment. We also lend our support to microfinance programmes designed to ease access to entrepreneurship for young people.

Finally, given its commitment to peacebuilding, in particular in West Africa and in Guinea, Luxembourg is only too aware that youth employment is essential to establish lasting peace and a durable social cohesion in countries emerging from conflict.

I thank you for your attention.